5) SECOND PROJET DE RESOLUTION POUR LE CONGRES

La signature du programme commun de gouvernement PS-PC constitue pour le PS, et particulièrement Mitterrand et le PC, un aspect tactique de projets politiques plus vastes.

Il faut donc mettre à jour les buts de chacun des partenaires, puis envisager les conséquences d'un tel accord sur la mobilisation ouvrière.

L'OPERATION MITTERAND

Depuis l'élection présidentielle de 65, F. Mitterrand a un projet politique cohérent.

Prévoyant à l'époque le déclin du bonapartisme gaulliste, Mitterrand préparait une solution de rechange bourgeoise, dans le cadre de l'Etat fort, qui obtiendrait les suffrages de l'électorat du PCF, sans placer celui-ci au gouvernement, et en ne lui accordant que des concessions dérisoires.

La capitulation de la direction du PCF, qui a accepté de cautionner sa candidature sans aucun accord précis, l'a confirmé dans son projet.

Dans les conditions nouvelles de l'après mai 68, Mitterrand tente de faire triompher la même perspective, en profitant de l'auréole « d'homme de gauche » qui lui a déjà donné le PCF.

L'opération est conçue en 3 actes : la prise en main et la reconstitution du « Parti Socialiste », l'alliance avec le PC à l'occassion des législatives, l'élection présidentielle.

LA MAINMISE SUR LE PS

Après l'échec de la FGDS, et la débacle de Deferre-Mendes aux présidentielles le PS n'est plus qu'un cadavre.

Laminée par l'Etat fort qui ne lui permet plus d'accèder au gouvernement, la SFIO ne peut maintenir sa base ouvrière par les miettes qu'obtiennent ses notables dans les différentes structures de la démocratie parlementaire, elle a atteint le stade ultime de sa décomposition.

Aussi, le « sauveur » Mitterrand sera-t-il admis, comme la dernière chance pour le parti, par le vieil appareil de la S.D.

Dans un premier temps il s'agit de « reconstituer » le PS. Pour ce faire, Mitterrand a compris que c'est en « doublant » le PC sur sa gauche qu'il peut gagner une certaine audience, aussi n'hésite-t-il pas à confier la rédaction du programme à la gauche minoritaire du CERES, a cautionner du bout des lèvres la protestation contre l'assassinat d'Overney.

De tels gestes, dans un parti ayant perdu tout lien avec la classe ouvrière n'ont de toutes manières aucune conséquence pratique. Ils ne changent aucunement la nature du PS qui, par sa direction, son rôle politique (la réalisation de l'opération bourgeoise de Mitterrand), sa base de notables de l'Etat bourgeois constitue un parti bourgeois.

L'ALLIANCE AVEC LE PC A L'OCCASION DES LEGISLATIVES

Mais Mitterrand sait que seule l'alliance avec le PC à l'occasion des législatives peut permettre de redonner un minimum de voix et d'élus au PS et lui permettre de préparer les présidentielles.

Aussi, est-il prêt — à cette occasion — à signer un accord, voire même un « programme commun » avec le PC.

Un programme commun même « gauche » ne représente pas pour lui un danger, car une victoire électorale est peu probable pour 73, et même au cas où elle se produirait, il est peu vraissemblable que Pompidou appelle au gouvernement le PS et le PC.

En cas de débordement par les masses, Mitterrand, comme il l'a déclaré récemment, fait confiance au PC.

LE BUT FINAL : L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Le 3ème acte est le but de toute l'opération : l'élection à la présidence. Mais pour cette élection, une fois remis en selle par le PCF, Mitterrand n'a aucune raison de se lier les mains par un quelconque programme ; il peut renouveler l'opération de 1965, se présenter non plus comme le candidat de l'Union de la Gauche, mais comme celui de « tous les républicains ». Il table sur l'électoralisme du PCF pour capituler devant un tel coup de force.

Une telle opération, n'a rien à voir avec une expérience réformiste «,à la chilienne » ni même avec le « front populaire ». Mitterrand est un apprenti bonaparte, et son opération dans son ensemble peut être acceptée par la bourgeoisie, dans une période de mobilisation ouvrière. C'est la raison pour laquelle l'aile droite de l'ancienne SFIO (Deferre...) se rallie actuellement à l'Union de la Gauche à laquelle elle a été toujours farouchement hostile.

A l'inverse, ce n'est nullement la caution « gauche » qu'apporte aujourd'hui le CERES, lié à certains éléments de la CFDT qui change la nature de l'opération.